

L'Humanité



rouge

Prolétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous!

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

mercredi
16 février 1977

No 626

1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 57952

LES MENSONGES DE BARRE SUR LE CHOMAGE

«C'est la faute aux chômeurs»

Lundi le premier ministre commençait une nouvelle tournée électorale, dans le Sud-Ouest cette fois-ci.

A Tarbes dans un département qui compte 7 000 demandes d'emplois recensées, c'est-à-dire près de 15 000 chômeurs, Barre s'en est pris violemment à ces derniers.

En effet, selon ce bourgeois bedonnant, il existe bien un problème du chômage à l'heure actuelle en France, mais «il ne faut tout de même pas l'exagérer».

1 500 000 chômeurs c'est de l'exagération peut-être, quand on sait, de l'aveu même des experts bourgeois

au rang desquels il faut compter Barre, que c'est un record depuis la fin de la seconde guerre mondiale et pas seulement en France, mais dans toute l'Europe occidentale et aux USA.

A cette occasion le chef du gouvernement a repris les pires mensonges qui font le fleuron de la propagande des patrons pour masquer la réalité aux ouvriers. Il a commencé par demander aux chômeurs «s'ils étaient prêts à se déplacer pour aller trouver un emploi?»

C'est là une bêtise que seul un professeur d'université dévoué au patronat peut sortir. La mobilité des tra-

vailleurs n'a rien à voir fondamentalement avec le chômage, pour la bonne et simple raison que le nombre d'offres d'emploi était tombé nationalement le mois dernier à moins de 100 000. Mais surtout derrière ce souhait du premier ministre, il y a tout simplement la volonté de perfectionner le système d'exploitation en adaptant le plus possible la main-d'œuvre aux besoins du patronat.

Le travail salarié est une marchandise comme une autre et les patrons aimeraient pouvoir la faire circuler davantage au mépris des conditions de logement, de vie, d'éducation des travailleurs et de leurs familles.

Cela aurait de plus l'avantage pour les capitalistes d'empêcher les actions prolongées et organisées des ouvriers contre les fermetures d'entreprises, le chômage et les licenciements en éparpillant ceux qui sont un ferment de révolte dans une localité ou une région «explosive».

En somme, le premier ministre révèle à ceux qui pourraient en douter, que ce qui le préoccupe au nom des patrons dont il défend les intérêts, ce n'est pas la situation des chômeurs mais tout simplement «le vacarme», c'est-à-dire l'action anticapitaliste organisée, et la révolte populaire qui sont les conséquences du chômage. Le problème de la classe dirigeante ce n'est pas d'améliorer la situation de ceux qu'ils exploitent mais de mater ou d'empêcher toute mobilisation contre le système capitaliste.

Aux centaines de milliers de chômeurs, qui se retrouvent démunis de tout pendant des mois, Barre propose avec cynisme de se reconvertir en devenant patron

pour les uns, en prenant des emplois ne correspondant pas à leur qualification pour les autres; c'est en effet ce qu'il déclarait à un étudiant cette fois qui apprend la menuiserie: «C'est bien, bon courage, il faut revaloriser le travail manuel. Apprenez à bouger. En France, il y a des emplois, et ce sont ces emplois qu'il faut occuper».

«Comment Yukong déplaça les montagnes» projeté en Chine

Selon le correspondant du «Monde» à Pékin:

«Le film de Joris Ivens, «Comment Yukong déplaça les montagnes» a été officiellement présenté pour la première fois la semaine dernière en Chine. La projection avait été organisée par l'Association du peuple chinois pour l'amitié avec l'étranger. Chine nouvelle et le «Quotidien du peuple» ont consacré une large place à l'événement.

Joris Ivens, souffrant, était absent, mais il avait préparé pour cette occasion un texte dans lequel il rappelle le soutien que Chou En Lai avait apporté pour la réalisation de ce film, dont le tournage se prolongea

en Chine pendant un an et demi, en 1973 et 1974.

Le cinéaste rend les membres de la «bande des Quatre» responsables du silence observé pendant près d'un an par la presse chinoise sur l'existence même de son œuvre.

«Depuis que nous sommes ici, a ajouté Marceline Lorian, collaboratrice de Joris Ivens, en parlant des «Quatre», nous avons non seulement constaté dans le domaine de l'art que leur conception est incompatible avec la nôtre, mais également découvert, dans tous les autres domaines, les dégâts qu'ils ont causés au développement socialiste du pays.

Sescosem-Grenoble et Aix-en-Provence

350 LICENCIEMENTS DE PLUS!

Nous annonçons hier que les travailleurs de la SESCOSEM de St Egrève, près de Grenoble, avaient

Sur 1973 salariés, le patron veut en virer 349 dont 209 travailleurs à sontrats à durée déterminée, 15 interi-

de grève totale ce même jour, une Assemblée générale et une diffusion de tracts sur la route nationale afin



La manifestation des travailleurs d'Aix-en-Provence devant la SESCOSEM la semaine dernière.

commencé à se mobiliser à l'annonce de 147 licenciements à l'usine d'Aix-en-Provence.

La direction vient d'annoncer, en plus, qu'il allait y avoir 349 licenciements supplémentaires à St Egrève même.

maires et 125 travailleurs sous contrat à durée indéterminée. Aussitôt la riposte a commencé à s'organiser.

Une réunion extraordinaire du CE devant annoncer les renvois étant prévue pour le 16, il a été, pour l'instant, décidé une journée

de populariser la lutte contre tout licenciements.

C'est dans l'unité que les travailleurs de la Thomson se préparent à la riposte contre les 500 premiers licenciements annoncés.

Voir communiqué p. 5

Sommaire

A propos d'un article de la Pravda : l'URSS et l'importation des capitaux ●●●●●● P. 2

Schwinn : Non à l'exclusion de Dominique Aliquot de la CGT ●● P. 4

Sécurité sociale : Augmentation du ticket modérateur ●●●●● P. 6

Fin de notre série sur la viticulture dans le Languedoc-Roussillon P. 8

A propos de l'appel aux capitaux occidentaux

Une nouvelle hypocrisie de la «Pravda»

Dans un récent commentaire, «La Pravda» s'attaque une nouvelle fois à l'Égypte. Celle-ci est accusée de pratiquer à l'égard de l'occident la politique de «la porte ouverte», «posant ainsi des problèmes extrêmement graves à l'économie égyptienne».

«La Pravda» prétend une nouvelle fois que c'est seulement par «la coopération avec l'URSS» que l'Égypte «peut progresser dans plusieurs domaines».

Mais le Kremlin, en ce qui le concerne, ne pratique-t-il pas précisément la politique de «la porte ouverte» à l'Ouest ? D'après les journaux et les revues soviétiques, on compte à Moscou plus de 120 missions permanentes de compagnies commerciales, de sociétés industrielles et de banques étrangères. Ces dernières années, les accords et contrats soviétiques avec ces missions se sont multipliés. Selon les statistiques officielles publiées à Moscou, de 1971 à 1975, les pays occidentaux ont fourni à environ 2 000 projets industriels soviétiques des équipements complets d'une valeur de 29 milliards de roubles, ce qui représente 15 % de l'équipement total fourni par l'URSS à son économie dans la même période.

Quant aux prêts en argent que l'URSS reçoit de l'Ouest, leur montant est astronomique. Ces dernières années, l'URSS a reçu 20 milliards de dollars des pays occidentaux. Moscou utilise actuellement d'énormes capitaux étrangers — notamment américains et japonais — pour mettre en valeur ses propres ressources, particulièrement en Sibérie.

Comment le commentateur de «La Pravda» présente-t-il ces faits ? A propos des crédits occidentaux à l'URSS, il écrit qu'ils «ont apporté un bénéfice considérable au peuple soviétique» parce qu'ils ont aidé le pays «à augmenter encore sa puissance», à «améliorer les conditions de vie et le bien-être du peuple». Il a même affirmé que «sans ces crédits, il serait impossible de construire des usines modernes demandant des milliers de millions de roubles».

Curieuse logique : quand les pays du tiers monde reçoivent des crédits des pays

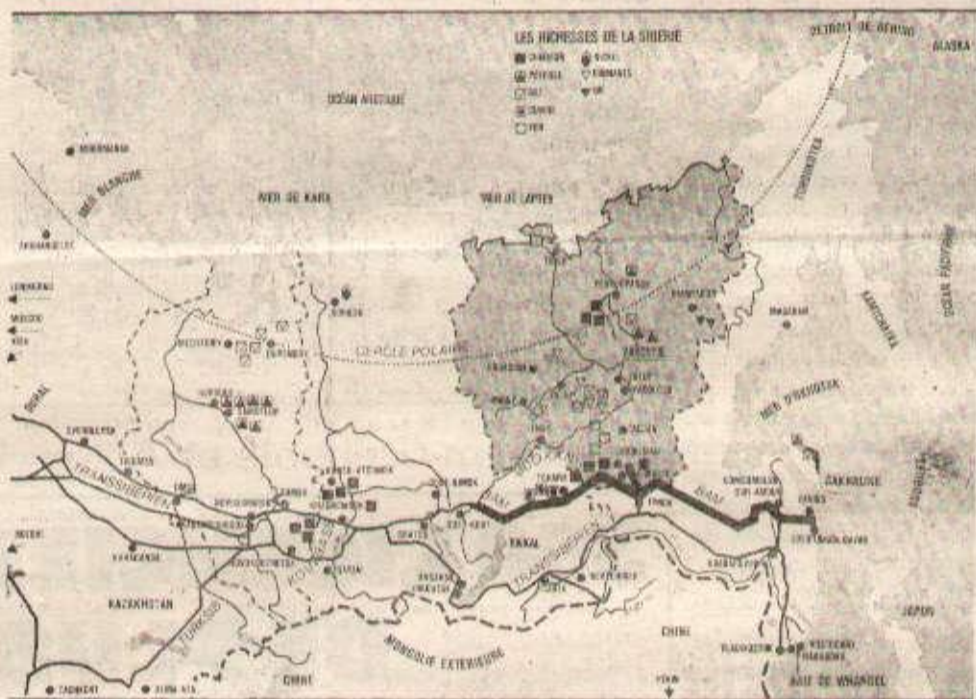
occidentaux et commercent avec eux, il les accuse de «se soumettre», ce qui entraîne «des conséquences d'une extrême gravité». Mais si l'URSS ouvre ses propres portes aux capitaux étrangers, c'est excellent.

Cet illogisme n'est pas innocent. En ouvrant largement la porte aux crédits occidentaux, l'URSS peut acquérir des devises, des technologies, du matériel, pour intensifier son expansion en armements et ses préparatifs de guerre. Elle accélère ainsi la militarisa-

tion de son économie qui lui permet de s'engager dans une âpre compétition avec les USA en vue de l'hégémonie mondiale. Par contre l'acquisition de crédits et l'introduction de technologies en provenance de l'occident en Égypte, bien au contraire, sont nuisibles aux intérêts impérialistes de l'URSS dans ce pays comme au Moyen-Orient.

Lorsque l'URSS accuse l'Égypte d'ouvrir sa porte à l'occident, elle la somme, en fait, d'ouvrir sa porte à Moscou.

Le peuple égyptien, déjà échaudé par la «coopération soviéto-égyptienne» comprend parfaitement où le mènent de semblables propositions. Il n'oublie pas les «questions extrêmement graves» qu'elle a posé à l'économie égyptienne. Le journal «Al Akhbar» écrit crûment à ce sujet : «La tendance soviétique à contrôler les affaires égyptiennes et à s'immiscer ouvertement dans nos affaires est la première et la dernière cause de la détérioration des relations égypto-soviétiques».



C'est avec des capitaux occidentaux que sont mises en valeur les richesses de la Sibérie.

Chine

GUERRE A LA BUREAUCRATIE

A Siyang, district où se trouve Tatchai, unité pilote de l'agriculture chinoise, les cadres des organismes d'Etat à l'échelon du district sont actuellement au nombre de 180.

30 d'entre eux seulement se chargent régulièrement d'expédier les affaires courantes dans les bureaux du district. Les autres séjournent ou travaillent tous dans des unités de base. Ils appliquent ainsi l'orientation révolutionnaire du président Mao : «La réforme des organismes d'Etat, c'est essentiellement assurer leur liaison avec les masses».

Depuis la Révolution culturelle, à l'exemple du district de Siyang, les organismes d'Etat de nombreuses régions ont entrepris une telle réforme. Autrefois, dans ce même district, 300 cadres des organismes d'Etat passaient le plus clair de leur temps enfermés dans leur

bureau, lisant des rapports, téléphonant, ou plongés dans les paperasses.

La plus simple affaire devait passer par plusieurs bureaux avant d'être réglée et tout chose traînait en longueur.

Simplifier les mesures administratives, c'est la première réforme que l'on a amorcée à Siyang. Désormais, à tour de rôle, tous les cadres séjournent dans des unités de base.

Par «séjour», il faut entendre la participation au travail manuel dans une brigade de production ou sur un chantier hydraulique, la conduite d'enquêtes et de recherches sociales, l'aide aux cadres de base.

Les cadres qui restent partagent leur journée en deux : une demi-journée pour les affaires courantes, une autre pour le travail manuel.

Les organismes du district sont ouverts 24 h sur

24, y compris le dimanche, pour être plus facilement accessibles aux travailleurs.

Des représentants des paysans sont invités à séjournier dans les bureaux des organismes d'Etat pour qu'ils puissent contrôler leur travail, critiquer les insuffisances, donner leur opinion et faire des suggestions, pour améliorer leur fonctionnement au service du peuple.

Maintenant que l'administration a été simplifiée, les affaires courantes sont expédiées plus rapidement, les cadres n'ont plus besoin d'être pendus au téléphone. Ils ont moins de réunions, moins de documents à lire et plus de temps pour enquêter et travailler avec les masses. Toutes ces réformes ont resserré les liens entre cadres et masses et apportent de l'air frais au travail administratif.

Timor-Est

Les massacres indonésiens dénoncés

Après un diplomate australien, plusieurs Européens vivant à Timor-Oriental, viennent de révéler que les troupes indonésiennes ont commis de nombreux massacres contre la population qui résiste à leur agression.

Environ 10 % des habitants (60 000 sur un total de 600 000) ont été ainsi assassinés. D'autres témoins parlent de 100 000 meurtres. Seule une petite minorité, qui n'a pu fuir villes et villages, demeure sous le contrôle des représentants de Djakarta. Ceux-ci ne peuvent utiliser les routes pour leurs liaisons en raison des attaques incessantes du FRETILIN et des milices populaires qu'il dirige.

La période de la mousson, qui durera jusqu'en mai, est actuellement très favorable à la guérilla populaire qui remporte de brillants succès contre les troupes indonésiennes.

Grèce

«Laïkos Dromos» dénonce les manœuvres des superpuissances à Chypre

La revue marxiste-léniniste «Laïkos Dromos» («La voix du peuple») vient de publier un article dénonçant la politique des deux superpuissances sur la question chypriote, en particulier la proposition soviétique sur la convocation d'une conférence internationale pour discuter de ce problème. L'article souligne que «les sociaux-impérialistes soviétiques pressent et menacent les gouvernements et les fonctionnaires des pays concernés afin que cette proposition soit acceptée... Ils montrent ainsi qu'ils comptent participer directement aux négociations sur le problème chypriote afin de servir leurs visées impérialistes... Leur seul but est de créer des conditions qui permettront à l'URSS de se mêler à l'avenir du problème chypriote et d'arracher aux Américains l'initiative sur cette question».

L'article conclut : «Le problème chypriote ne pourra être résolu que lorsque la Grèce, la Turquie et Chypre renonceront à l'intervention des deux superpuissances et se débarrasseront de leur politique hégémoniste».

La route Saïgon-Phnom Penh ouverte au trafic

La radio du Kampuchéa démocratique vient d'annoncer que la route Saïgon-Phnom-Penh (350 km) est à nouveau ouverte au trafic automobile. Elle vient d'être empruntée pour la première fois par la délégation des femmes vietnamiennes en visite au Kampuchéa démocratique, qui vient de regagner Saïgon par cette voie. Cette liaison routière, autrefois très fréquentée, était interrompue depuis début 75. Elle était notamment coupée au sud de la capitale cambodgienne, à Neak Luong, où le bac sur le Mékong avait été détruit au cours des combats sanglants des derniers mois de l'agression US.

Dans une précédente émission, Radio Phnom-Penh avait annoncé que les épaves coulées dans le chenal du Mékong avaient été enlevées et que la navigation était désormais rétablie sur le fleuve. C'est là un autre axe de communication avec Saïgon qui peut être emprunté par des navires de haute-mer. La réouverture rapide de ces voies de communication est une riposte à l'encerclement impérialiste qui cherche par tous les moyens à isoler le Kampuchéa démocratique.

Afrique du Sud

Une arrestation odieuse

Mme Virginia Mashinini, mère de l'étudiant noir Tietsi Mashinini, considéré comme un des leaders de l'insurrection de juin 76 à Soweto, a été arrêtée vendredi par la police sud-africaine. Elle serait «soupçonnée d'avoir servi de courrier entre des opposants réfugiés au Swaziland et des habitants non identifiés de Soweto». Comme on le voit, ce chef d'accusation est plutôt mince. En fait, dépitée de ne pouvoir se saisir du leader étudiant réfugié en Zambie, les racistes sud-africains se vengent sur sa mère. Un autre de ses fils, âgé de 16 ans, aurait été arrêté en même temps qu'elle.

De tels actes ne peuvent qu'accélérer la chute du «pouvoir pâle» en Afrique du Sud.

nouvelles intérieures

LES REVISIONNISTES ET LA PUBLICITE

On assiste depuis quelques temps à une campagne orchestrée par les révisionnistes à propos de la publicité. Ceux-ci se plaignent de ne pas en avoir assez dans leur presse et crient à la discrimination de la part de leurs chers monopoles.

Les révisionnistes ont créé leur propre agence de publicité, l'Agence centrale de publicité. Celle-ci a même, d'après M. Ellenstein, une dizaine d'agences régionales dont Inter-Provence-publicité («une agence à nulle autre comparable» «La Marseillaise» du 14/1/77).

La publicité dans «La Vie ouvrière»

Mais l'ACP sert aussi à la CGT pour la publicité dans «La vie ouvrière». Ainsi, dans le numéro 1688 de la VO, les dirigeants des sections CGT de Kodak publient une lettre qu'ils ont envoyée à la direction. Ils se plaignent du refus des capitalistes de Kodak de mettre de la pub dans la VO : «Depuis près de dix-huit mois la société Kodak-Pathé est sollicitée régulièrement au même titre que la plupart des grandes firmes françaises et étrangères exerçant leurs activités en France pour l'insertion d'annonces publicitaires ou la participation à des campagnes de promotion de produits de qualité dans l'organe central de la CGT, «La Vie ouvrière».

Mais fait nouveau, les révisionnistes présentent leurs organisations comme les plus grandes organisations de défense du consommateur :

«Les représentants de l'Agence centrale de publicité chargés de ces questions par «La Vie ouvrière» ont été reçus à plusieurs reprises soit par vous-mêmes soit par certains de vos collaborateurs. Ils vous ont notamment proposé :

— d'insérer des annonces publicitaires dans la VO pour faire largement connaître aux 2 500 000 adhérents à la CGT la gamme des produits photo ciné amateurs et professionnels fabriqués et vendus par Kodak-France. Vous avez refusé.

Cette attitude systématiquement négative de votre part, nous paraît grave.

D'abord, vous le savez, parce que la CGT constitue d'une certaine manière la plus vaste organisation de consommateurs en France.»

«La Marseillaise» et l'IPP quant à elles, vont publier un guide du consommateur

en conseillant aux lecteurs de «s'orienter vers les firmes qui vous considèrent comme des consommateurs à part entière».

Quant à la CGT, elle vient de créer un nouvel organisme, le Centre d'information des comités d'entreprises. D'après «La Vie ouvrière», «ce centre servira à centraliser et à sélectionner les informations techniques et commerciales des firmes intéressées par les collectivités...». Livio Mascarello, responsable de ce centre déclare encore : «Nous avons décidé de constituer un centre d'information des comités d'entreprises qui, à partir des abonnements souscrits par des firmes industrielles et commerciales, acheminement des dossiers publicitaires dans les comités d'entreprises. Nous sommes convaincus que nos militants responsables dans les comités ne manqueront pas dans toutes les opérations d'achat que les organismes effectueront de les orienter vers nos annonceurs.»

Mais la perle vient de la dernière page d'un numéro spécial de «La Marseillaise». A propos de la société Ricard, on y apprend :

«Au-delà de l'aspect économique, il y a dans cette

politique de décentralisation un volonté de s'intégrer au particularisme de chaque province, que ce soit en Bourgogne, en Bretagne, en Gascogne, dans le Lyonnais ou dans les Flandres. En patronant de très importantes fêtes comme de modestes manifestations de villages, elle concourt au maintien de ce que nous appellerons leur identité culturelle et sociale. Elle s'associe à tous les grands rassemblements populaires. La fête de «L'Humanité» et la célèbre «Ricard-La Marseillaise» à pétanque, en sont d'éclatantes illustrations.»

Mais il y a mieux ! «La société Ricard se sent solidaire du monde rural dans la crise qu'il traverse. Elle est en effet un important client de l'agriculture française. Tous les produits de l'entreprise sont élaborés à partir de matières premières d'origine agricole. Ses besoins traduits en tonnage de fruits, en surfaces cultivées et en main-d'œuvre ouvrent un débouché très appréciable pour les agriculteurs.»

Et quelques lignes plus bas on peut lire :

«Par l'importance de ses achats, Ricard apporte donc un soutien direct à la viti-

culture. De plus, consciente qu'il s'agit d'une véritable richesse nationale, elle favorise l'information du public et la promotion des produits de la vigne.»

De plus, l'on sait que le journal financier «La Vie française-l'opinion» est imprimé sur les presses du PCF et que le torchon fasciste «Spécial dernière» sort de l'imprimerie de «La Marseillaise». Ainsi, non seulement ils reçoivent de la pub des capitalistes, mais en plus ils impriment la presse des gens qu'ils prétendent combattre.

Un journal prolétarien comme «L'Humanité rouge» ne vit que sur ses propres forces et celles des travailleurs qui le soutiennent. Compter sur les subsides de la bourgeoisie pour sortir un journal communiste, c'est trahir les intérêts de la classe ouvrière à plus ou moins long terme.

De tous ces faits, les révisionnistes apparaissent comme des capitalistes ni plus ni moins.

Ils apparaissent ainsi comme faisant partie de la bourgeoisie.

La classe ouvrière devra donc balayer tous ces bourgeois et avec eux leur publicité pourrie.

Rencontre au sommet CGT-CGIL

UNE ENTENTE SUR LE DOS DE LA CLASSE OUVRIERE

La semaine dernière, deux délégations, une de la CGT contrôlée par le PCF et l'autre de la CGIL contrôlée par le PCI se sont rencontrées à Paris.

Cette rencontre est le prolongement et dans la lignée des accords passés entre révisionnistes français et italiens pour définir une tactique commune pour leur accession au gouvernement bourgeois. Les deux délégations se sont «félicitées de la concordance de leur analyse».

Au terme d'un large échange de vues sur la situation économique sociale et politique en Italie, en France et en Europe, et sur les problèmes qui se posent au sein du mouvement syndical international.

Elles ont en outre décidé de renforcer leur concertation et leur collaboration dans le futur.

Un tel événement n'est pas sans importance pour aider les travailleurs de France à rejeter leurs illusions sur la

nature des révisionnistes dans notre pays.

En effet, comme chacun sait, les homologues italiens de Marchais et Séguy ont déjà un pied à l'étrier du gouvernement italien; ils sont dans l'antichambre du pouvoir et soutiennent explicitement les mesures d'austérité décrétées par le gouvernement Andréotti, dont entre autres : la suppression de l'indexation des salaires sur la hausse des prix dans plusieurs branches professionnelles, l'application de l'augmentation prévue pour mars prochain des primes de départ à la retraite et les restrictions pour l'attribution de l'allocation chômage accompagnées de la chasse à ceux que la bourgeoisie italienne appelle les «faux-chômeurs» (voir HR des 12 et 13 février).

On voit d'un autre côté, que la «responsabilité» et le «civisme» des dirigeants syndicaux italiens sont loués

par le patronat et le gouvernement. Ces mêmes dirigeants syndicaux de la CFDT en France (interview et invitation à Bruno Trentin, dirigeant du PCI et de la CGIL) sont donc en quelque sorte des représentants en chair et en os de ce que les dirigeants de la CGT en particulier aspirent à devenir.

Les traitres au prolétariat italien disent et font tout haut aujourd'hui ce que ne peuvent pas encore dire et faire leurs comparses français; cela n'empêche pas qu'ils aient déjà la même analyse.

Un argument de plus pour poursuivre le combat contre le plan Barre et le Programme commun.

Communiqué

Après quelques jours d'interruption due à une nouvelle panne de notre répondeur automatique, la correspondance téléphonique avec le journal est à nouveau possible. Téléphonnez-nous vos informations et articles (brefs si possible)

Municipales à Rouen

Quand Lecanuet se penche sur les désirs des habitants...

A Rouen, M. Lecanuet se paye une campagne électorale à bon marché : aux frais de la municipalité.

Il envoie à chaque rouennais un petit questionnaire pour soi-disant connaître les désirs des habitants. Malheureusement pour lui, cela fait des années que de nombreuses pétitions ont été faites dans des quartiers pour réclamer un cadre de vie plus sain et plus moderne.

M. Lecanuet n'a jamais daigné répondre. Pas plus qu'il n'a répondu aux revendications des communaux qui ont fait une longue grève à la fin de l'année 1976.

En fait, toute son action municipale vise à faire de Rouen une belle ville, bien bourgeoise, accueillante pour le touriste et ses devises et où on ne mélange pas les classes. Depuis de nombreuses années, la classe ouvrière est rejetée vers la périphérie dans les cités-dortoirs. Seuls les gens aisés restent dans le centre de Rouen. C'est la sens de l'aménagement de la ville de Rouen : un beau palais des Congrès pour associations bien pensantes, restauration

des vieilles maisons au loyer de 500 F pour un studio, autant dire réservé à ceux qui ont de l'argent, une belle église moderne dans le centre (il est vrai que Lecanuet est un calotin).

Sa gestion municipale c'est aussi des parcmètres partout mais c'est aussi le refus de satisfaire les revendications des employés municipaux. C'est 2 crèches totalisant 140 places pour une grosse agglomération (plus de 400 000 habitants) avec un délai de 8 mois pour avoir une réponse à une demande.

Lecanuet et sa propagande gratuite, aux frais de la ville, oublie d'abord le problème de la pollution, problème majeur à Rouen où la côte d'alerte a été dépassée plus de 6 fois l'année dernière.

Avec son sourire publicitaire, Lecanuet ne fera pas oublier qu'il est un réactionnaire et ce n'est pas en faisant semblant de s'intéresser aux besoins des gens qu'il fera oublier et sa participation au gouvernement et sa politique municipale réactionnaire.

Les mensonges de Barre sur le chômage «C'est la faute aux chômeurs»

(Suite de la p.1)

En appelant les chômeurs de nationalité française à occuper des postes tenus par des travailleurs immigrés d'autre part, le chef du gouvernement cherche à accrédi- ter l'idée que s'il y a des chômeurs, somme toute c'est parce que les salariés ne veulent pas se déplacer, c'est parce qu'ils ne veulent pas faire certains travaux ou parce qu'ils n'ont pas de qualification.

Toutes ces déclarations ne sont que des mensonges qui visent à rejeter la responsabilité du chômage sur les chômeurs eux-mêmes. La réalité est toute autre. Combien de jeunes munis d'un CAP, d'une qualification, y compris manuelle, ne trouvent aucun travail correspondant à leur métier et

sont contraints d'être au chômage ou de travailler comme OS ? Les emplois tenus par les travailleurs immigrés le plus souvent ne connaissent-ils pas le chômage intense à l'heure actuelle, comme le bâtiment par exemple ?

Est-il sérieux de dire aux chômeurs du bâtiment qui sont des milliers dans les Bouches-du-Rhône qu'ils trouveront un travail à Paris ou inversement alors qu'il vient d'y avoir une réduction de 20 000 emplois dans cette seule branche dans la région parisienne ?

Non, la vérité est que le système capitaliste a besoin du chômage, mais comme ce dernier engendre la révolte contre le système, il faut tout faire pour détourner les masses populaires du seul objectif permettant de donner à tous du travail, la destruction du système et l'instauration du socialisme par la Révolution prolétarienne.



Schwinn
(Hénin-Beaumont)

NON A L'EXCLUSION DE DOMINIQUE ALIQOT DE LA CGT

Dans l'Humanité rouge du 26 janvier, nous relations l'exclusion antistatutaire de la CGT (pour ses opinions politiques) d'un militant ouvrier. Il a fait appel au Bureau national de la CGT, voici de larges extraits de la lettre qu'il a envoyée.

Au : Bureau national de la CGT
10 rue Vezelay 75008 Paris

de : Dominique Aliquot
ajusteur-mécanicien
à l'usine Schwinn
62110 Hénin-Beaumont
carte 1976 No 2397932

Conformément aux Statuts de notre organisation syndicale, j'use aujourd'hui de mon droit d'APPEL AU BUREAU NATIONAL contre la mesure d'exclusion qui me touche : en effet, cette mesure a été décidée par les délégués réunis en section syndicale le samedi 15/1/77, et ceci sans consultation de l'assemblée générale des syndiqués. Mais ce n'est qu'en allant réclamer ma carte pour l'année 77 que j'ai pris connaissance de cette décision antistatutaire, antidémocratique, antisyndicale.

Motif invoqué pour cette mesure arbitraire :

Ma qualité de militant communiste marxiste-léniniste de France, diffusant le journal l'«Humanité rouge» et la diffusion de tracts signés de mon organisation politique visant à impulser une véritable vie démocratique tant dans nos rangs d'ouvriers syndiqués et non-syndiqués que dans la section syndicale elle-même.

Cette décision, prise à l'insu de la base des syndiqués a suscité un vif mécontentement parmi les travailleurs qui ont massivement signé la pétition (que je joins à cette lettre) qui met en avant le respect des Statuts de la CGT et met à l'ordre du jour de nos luttes le respect de la démocratie syndicale à tous les niveaux et l'unification de nos rangs autour de revendications

élaborées consciemment (...) Cette décision est antistatutaire : on pourrait citer nombre de statuts de la CGT qui mettent en avant la liberté d'opinion des syndiqués, le respect de cette liberté, etc. La citation de 2 paragraphes du préambule des Statuts suffira, je crois, à donner le ton :

«La démocratie syndicale assure à chaque syndiqué la garantie qu'il peut à l'intérieur du syndicat défendre librement son point de vue sur toutes les questions intéressant la vie et le développement de l'organisation.

» Les syndicats groupant les salariés de toutes opinions, aucun de leurs adhérents ne saurait être inquiété pour la manifestation des opinions qu'il professe en dehors de l'organisation syndicale.

Ici, prière de relire tous les Statuts...

Elle est antidémocratique : parce que, malgré la pétition qui exige la révocation de mon exclusion par nombre d'ouvriers, les délégués s'obstinent à nier son existence, elle et les 80 signatures !

Ainsi, en face de moi, les délégués jettent au panier la pétition et prétendent qu'«à leurs yeux elle n'existe pas», mais dans mon dos, ils s'en vont la rechercher pour savoir qui a signé et ils s'en vont trouver un à un les signataires pour les réprimander et les menacer.

Antidémocratique enfin tout simplement parce que les délégués qui prétendent n'avoir jamais tort fuient et refusent tout confrontation en assemblée générale.

Antisyndicale : parce qu'elle nuit directement aux intérêts des travailleurs à

A propos des «Journées d'action»

Un cheminot nous écrit

Nous publions de très larges extraits d'une lettre d'un cheminot d'Arles. Nous saisissons l'occasion pour préciser quelques points. En effet, notre position ne consiste nullement à opposer la CGT à la CFDT, mais bien à soutenir tout ce qui va dans le sens de la lutte classe contre classe sans distinction d'appartenance syndicale.

De même nous considérons qu'au niveau des confédérations CGT et CFDT, l'orientation est fondamentalement bourgeoise et s'oppose aux luttes des travailleurs, tout en cherchant à les mettre à la remorque des partis bourgeois de l'Union de la «gauche» et de leur Programme commun (surtout la direction CGT — aux mains des dirigeants révisionnistes du PCF — qui exclut tout militant s'opposant au Programme commun. Voir article ci-contre).

Certes, la lutte contre le révisionnisme est particulièrement difficile dans la CGT, elle n'en

C'est à la lecture de la page 4 du No 620 de «L'Humanité rouge» que je me suis décidé à vous écrire : en effet, à propos des récentes journées d'action, vous publiez les positions de 4 sections syndicales, qui dénoncent la tromperie des grèves de 24 heures, qu'elles soient baptisées «journées d'action» ou pas. C'est très bien,

et j'apprécie beaucoup ces avis.

Seulement, il n'y a, sur cette page, que des sections CFDT qui donnent leur avis et le dessin, au centre — par ailleurs très bien fait et que j'apprécie également beaucoup — représente Séguy, qui dirige la CGT. Je crois qu'il aurait mieux valu ajouter Edmond Maire sur le

existe pas moins. Si nous avons publié des prises de position positives de sections CFDT uniquement, c'est bien parce que nous n'en avons pas reçu de la part des sections CGT. Pourtant — comme en témoigne la lettre ci-dessous — l'opposition existe. Dans le même sens, un cheminot marxiste-léniniste de Laroche-Migennes (Yonne) nous a écrit «qu'avec de nombreux cheminots dont des syndiqués CGT» il s'était opposé aux «grèves-bidon» avec arguments à l'appui.

Mais il n'en est pas ressorti une prise de position de la section syndicale CGT. Aussi, nous sommes bien d'accord avec la conclusion du camarade d'Arles, car c'est la ligne bourgeoise des directions syndicales qu'il faut combattre. Nous devons travailler à l'impulsion de la lutte pour les revendications et surtout de la lutte de classe c'est-à-dire la lutte du prolétariat contre toute la bourgeoisie.

dessin, ou mieux, publier également sur la même page des avis de sections CGT.

Parce que sur cette page, on oppose finalement CGT et CFDT. Je pense que ce n'est pas l'attitude des marxistes-léninistes, et nos amis qui nous connaissent encore peu pourraient croire que nous adhérons aux options de la

CFDT et que nous rejetons en bloc la CGT. (...)

Je suis un cheminot, syndiqué à la CGT, et je peux vous dire que les grèves de 24 heures sont de plus en plus mal accueillies au sein même de la CGT. De nombreux cheminots se font la remarque et en viennent aux mêmes conclusions que nous : que ces grèves non seulement ne nous rapportent rien, mais qu'elles nous font du mal parce qu'elles nous dégoûtent de faire grève.

Cette attitude se rencontre chez de nombreux cheminots qu'ils soient syndiqués à la CGT, à la CFDT ou non syndiqués.

Il faut ajouter que nous, cheminots, nous sommes obligés de faire le travail la veille ou le lendemain du jour de grève. Avec le large préavis que les organisations syndicales donnent aux patrons, ceux-ci ont le temps de s'organiser pour expédier leurs wagons en plus grand nombre avant la grève, afin que leurs clients aient quand même les marchandises. Comme ça, on est sûr de gêner personne ! sauf nous, bien sûr, puisque ça nous fait un jour de paye en moins pour rien.

Le préavis sert aussi à nous prévenir, nous, syndiqués, qu'il va y avoir grève ! Les réunions sont rares, et très peu de cheminots peuvent donner leur avis, et on ne nous permet pas de discuter de l'opportunité de la grève et des revendications avancées.

A la CGT, que je connais un peu, le syndicat n'a pas de vie et on ne se préoccupe pas de l'avis de la base. (...)

Vous comprenez que pour combattre les effets néfastes de ces grèves de 24 heures qui sont à la mode en ce moment, c'est très difficile. Nous avons du mal à remonter la pente que les dirigeants traîtres nous ont faite descendre. Mais nous y arriverons, et nous ne ferons de cadeau à personne. (...)

Correspondant HR.

commencer par leur unité à la base et dans l'action, leur unité de classe face aux patrons : ainsi l'attitude antidémocratique à tous les niveaux de nos délégués CGT a conduit nombre d'ouvriers à commettre l'erreur de ne plus reprendre leur carte (...)

Dans l'attente d'une réponse fixant la date d'une assemblée générale statuant sur mon sort.

Dominique Aliquot

Camarades, agissez rapidement en faisant connaître le plus largement possible autour de vous cette exclusion arbitraire qui montre bien — après les exclusions de l'IMRO et de bien d'autres — la nature soi-disant «démocratique» des bonzes révisionnistes. Envoyez des lettres de protestation à l'Union départementale CGT de Lens ou au Bureau national de la CGT.

Faites connaître vos démarches à notre camarade Dominique Aliquot, poste restante, 62110 Hénin-Beaumont, ainsi qu'à notre journal.

Suresnes

Grève contre les salaires de misère

L'usine UFM de Suresnes (110, rue Carnot), dans la métallurgie, emploie environ 450 travailleurs dont 300 ouvriers, au 4/5e immigrés. Depuis le 18 janvier, il y a grève pour exiger une augmentation d'un franc de l'heure pour tous et pas de salaire en-dessous de 2 200 F.

Cette boîte américaine surexploite les ouvriers en les payant pratiquement tous au SMIC sans grande différence d'ancienneté ou de qualification. Un ouvrier algérien, depuis 8 ans dans la boîte, avec une qualification d'OS 3, mais faisant en fait un boulot de P 2, gagne à peine 2 000 F, pour 42 h 30 par semaine !

Parmi les 6 délégués CGT trois ont repris le travail deux jours après le vote de la grève, démissionnant du syndicat et sortant le lendemain un tract (sûrement dicté par le patron) appelant à cesser la grève au nom du «plan Barre».

Le patron de choc, style américain, accumule les provocations. Dès le début de la grève, il embauche carrément de nouveaux ouvriers. Lundi matin (14 février), il appelle les flics de Puteaux pour dégager l'entrée où les grévistes faisaient le piquet

de grève pour empêcher les jaunes de rentrer !

Au service du patronat, l'amicale fasciste marocaine de Hassan II est allée visiter plusieurs ouvriers marocains à leur domicile, les «invitant» à reprendre le travail, sinon ils auraient «quelques ennuis» au pays. Quand on connaît les derniers procès au Maroc, on sait que ces menaces ne sont pas vaines !

Quant aux instances locales de la CGT, elles soutiennent en parole, mais la popularisation se limite à quelques délégations de syndiqués d'autres boîtes. Aucun tract sur la ville. Déjà, un permanent de l'UD-CGT disait que la grève était isolée, qu'une grève d'immigrés ne pouvait tenir seule, et qu'il faudrait peut-être penser à continuer la lutte sous d'autres formes... à l'intérieur de l'usine. Tout un programme.

Mais les travailleurs sont déterminés à poursuivre. Dans la matinée de lundi, malgré l'intervention des flics le matin à 6 h 30, ils empêchaient les camions d'entrer.

Contre les salaires de misère, la combativité est grande !





la France des luttes

Hôpital Laënnec (Quimper)

Le PS licencie

Seule la riposte des travailleurs permet la réintégration des deux agents

Il y a quelques mois, les travailleurs de l'hôpital faisaient échec à une «chasse aux sorcières» organisée sous l'égide du PS, dans la section CFDT. Ils ont dû cette fois-ci lutter, toujours contre le PS pour s'opposer à des licenciements. Et cette période de campagne électorale pour les municipales, c'est là un nouvel exemple du sort que les élus «de gauche» réservent aux travailleurs. Voici quelques détails de l'affaire, selon une correspondance d'une lectrice.

Le 10 janvier, deux agents (une infirmière et un agent de service) appuyés par les représentants du personnel, demandent une révision de leur note insuffisante pour être titularisée. Cette révision est refusée. C'est en fait deux licenciements.

Le PS licencie

Ce sont des commissions paritaires qui attribuent les notes; les changements de grade et d'échelon, les titularisations, en début d'année.

Voici la composition de celle de Laënnec :

Pour la municipalité : le maire, dont la voix compte double en cas de litige; deux conseillers municipaux (dont un délégué CFDT de l'hôpital voisin). Tous trois au PS.

Le directeur de l'hôpital et un ou deux médecins, selon l'importance de la commission.

Des représentants du personnel dont le secrétaire de la CGT et l'ex-secrétaire de la CFDT. Tous deux au PS.

Il n'y a pas de mystère : la commission paritaire, c'est le PS !

CFDT aussitôt réuni, la position est claire : «Pas de licenciements à Laënnec, ce serait bien la première fois !»

La CFDT dénonce les nouveaux patrons du PS (les conseillers municipaux) d'autant plus que l'un d'entre eux est délégué CFDT.

Mais les pontes de la CGT (le secrétaire de section est au PS et un autre membre du bureau est au PC) refusent de s'associer au tract appelant au débrayage, si la CFDT maintient sa dénonciation du PS.

Deux débrayages auront lieu. Au bout du compte les deux agents sont réintégrés pour une nouvelle année de stage.

Les travailleurs ripostent

Pour le bureau de section

GREVE A LA «FRANÇAISE DE MÉCANIQUE»

Une centaine de véhicules appartenant à des grévistes de la «Française de mécanique» de Douvrin, près de Lens (Pas-de-Calais) ont bloqué l'autoroute Lille-Dunkerque pendant trois heures de long, le lundi 14. Les ouvriers sont en grève depuis le 28 janvier pour des augmentations de salaires et l'amélioration des conditions de travail. L'usine fabrique des moteurs Renault et Peugeot.

Stub-Faverger (Haute-Savoie)

REUSSITE DE LA LUTTE CLASSE CONTRE CLASSE

La STUB, Société de transformation et d'utilisation du bois, à Faverger (Haute-Savoie), fait partie du groupe GIMM composé de 13 usines.

Elle emploie 143 ouvriers dont 24 femmes et 64 immigrés, 5 cadres, 22 employés et agents de maîtrise.

En avril 75, la crise du capitalisme français atteint la STUB. La CGT, seul syndicat à la STUB, accepte le plan d'austérité imposé par le patron comprenant 22 licenciements et la suppression du 13^e mois.

En mai 1975, une section CFDT est alors créée pour lutter contre le patron et ses collaborateurs, la CGT : une grève de 15 jours avec occupation des locaux administratifs et des ateliers, assure la victoire des travailleurs

grâce au soutien massif des travailleurs de Faverger.

Aux élections de délégués du personnel et du comité d'entreprise, les listes CFDT obtiennent 80% des voix, les révisionnistes de la CGT n'osent pas se présenter !

De mai à octobre 75, les travailleurs avec leur section CFDT obtiennent le retour à un horaire officiel de 42 h, le réajustement de l'indice des prix fin 75. Le 1^{er} octobre 76, c'est le retour aux 40 h.

Le patron est obligé de supprimer la prime collective pour l'intégrer dans le salaire à concurrence de 132F (égal pour tous) en changeant les coefficients, de mettre en place une nouvelle grille de salaires à partir du 1/10/77, de réajuster les bas salaires en octobre 76;

Le PS contre les travailleurs

L'attitude du PS est riche d'enseignements. Face à la riposte des travailleurs, l'ex-secrétaire de la section CFDT (au PS) n'est pas d'accord avec l'action : «l'infirmière n'est pas défendable» prétend ce monsieur qui a «d'autres informations»... Bref il appuie les licenciements ! Il ne participe pas à l'action !

Quant aux réactions du PS face aux conseillers municipaux et au militant CFDT qui vote les licenciements, elles sont très éclairantes : «Il est conseiller municipal PS, c'est donc à son organisation popitique qu'il doit rendre compte !» ou bien : «Est-ce qu'un militant CFDT, lorsqu'il se trouve de l'autre côté de la table, doit toujours mettre en avant ses positions syndicales !?»

La section CFDT de l'hôpital a su tirer des leçons de cette lutte et voir le vrai visage de ces «hommes de gauche» : un administratif, qu'il soit de «gauche» ou de «droite», est toujours un patron ! Ou bien ils licencient, ou bien ils justifient les licenciements, parce que le «cas n'est pas défendable». C'est un enseignement qui servira les luttes à venir...

Nanterre

SONACOTRA CRIMINELLE !

L'incendie qui a ravagé les sous-sols d'un immeuble de la cité de transit du Pont de Bezons, à Nanterre, dimanche soir à 18 h, aurait pu faire plusieurs morts, comme à Villejuif il y a quelques mois.

En effet, c'est à cause d'un manque flagrant de sécurité que le feu s'est propagé très vite suivant les conduites de gaz, pour lécher ensuite un bout de façade.

Pourtant, le même «incident» s'était produit dans la même cité, dans un immeuble en face, il y a juste un mois ! Aucune enquête, aucune mesure de sécurité n'avaient suivi ! Dimanche, les familles, craignant pour leurs nombreux enfants ont eu réellement peur, certains sautant des étages, d'autres nouant des draps pour sortir par la façade. Heureusement, il n'y eut que des brûlures superficielles et quelques enfants commotionnés.

Mais il faut dénoncer vigoureusement la Sonacotra (encore elle !) qui exploite les travailleurs immigrés et leur famille jusqu'à menacer leur vie même.

Cette cité de transit, construite pour reloger « provisoirement » les familles des bidonvilles, les abrite toujours « provisoirement » dans des logements qui ressemblent à des boîtes d'allumettes, où les extincteurs sont vides, mais où les loyers s'évalent de 600 F à 1 200 F par mois. Tout s'entend au travers des préfabriqués. Mais c'est seulement après deux ans que la direction de la Sonacotra a fait mettre des plaques isolantes dans les appartements !

Rappelons aussi que la cité, construite entre la Seine et un échangeur d'autoroute, aux limites de Nanterre, Colombes et Bezons (trois municipalités PCF) ne figurait sur aucune carte (le terrain étant vendu à l'État pour l'autoroute) et aucune commune ne voulait accepter ces centaines de familles immigrées sur son territoire. Pendant plusieurs mois, les enfants n'habitaient aucune des trois communes, eurent le plus grand mal à trouver une école pour les accueillir !

Quant à Saudmont, maire fausement communiste de Nanterre, il a cru bon de venir parader sur les lieux de l'incendie dimanche soir, souriant aux caméras des journalistes, serrant les mains des chefs de la police et des pompiers, visiblement plus à l'aise en cette compagnie qu'avec les travailleurs immigrés tenus à distance par les flics.

Il fallait entendre les réflexions des résidents sur ce «monsieur» envers lequel ils n'avaient que mépris, lui qui refusait de reconnaître leur existence même il y a quelques années. Lui qui demande encore dans son programme municipal l'expulsion de 60 % d'immigrés de la ville de Nanterre.

L'incendie de dimanche soir n'a fait que confirmer que la Sonacotra, directement soutenue par le pouvoir en place, n'est intéressée que par les superprofits extorqués sur les immigrés, au mépris total de leur sécurité élémentaire, et qu'elle est bien aidée par ses complices du PCF, dont les bonnes paroles ne sauraient cacher leur nature d'ennemis perfides des travailleurs immigrés et de toute la classe ouvrière.

Correspondant Nanterre

— Parce que je considère que seule la dictature du prolétariat imposera la fin de l'exploitation et de l'oppression du capitalisme et permettra la construction du socialisme.

— Parce que je désire participer à l'édification d'un authentique parti marxiste-léniniste unique

Je demande à adhérer à l'organisation des communistes marxistes-léninistes de France.

Dans ce but, «L'Humanité rouge» peut prendre contact avec moi à l'adresse suivante* :

Nom Prénom

Adresse

Signature

* Indiquer ici ton adresse ou une autre adresse par laquelle on pourra entrer en contact avec toi.





informations générales

Nice

Soutien à l'étudiant tunisien Mohktar Mamoudi

Suite au meeting de soutien à l'étudiant tunisien Mohktar Mamoudi, lâché ment agressé par deux flics à la solde du Consulat de Tunisie, alors qu'il écrivait des slogans populaires hostiles au régime tunisien, une délégation d'une vingtaine de personnes s'est rendue au Consulat de Tunisie à Nice.

Elle a réuni une pétition rassemblant plus de 600 signatures, exigeant qu'aucune mesure de représailles soit exercée à l'encontre de l'étudiant tunisien (qui risque d'être expulsé ou livré à la police tunisienne), et réclamant que l'affaire ne soit pas étouffée et que les agresseurs soient poursuivis.

Les membres du Consulat présents se sont contentés de répondre qu'ils regrettaient ce qui s'était passé...

Grenoble

Dernière trouvaille de la mairie

Une machine à décoller les affiches

La mairie «socialiste» de Grenoble vient de faire l'emplette d'une machine à décoller les affiches et à gratter les graffitis !

Cette dépense particulièrement judicieuse en période de crise économique coûte aux Grenoblois 60 000 F rien que pour la pompe (haute pression) ; on omet sur le «Dauphiné libéré» (toujours au service du peuple !) de nous indiquer le prix du chassis du fourgon et de l'eau qui sera nécessaire ; mais par contre, ce qu'il n'oublie pas, le quotidien bourgeois, c'est son artillerie lourde de menaces de répression antipopulaire d'autant plus que la municipalité lui facilite la tâche avec l'acquisition de ce bel engin «démocratique».

La fin de l'article paraît extrait des plus belles pages du SAC : «... Une fois de plus, nous constatons que le

Rennes

SUCCES DU MEETING DE SOUTIEN AUX GREVISTES DE LA SONACOTRA

Vendredi soir 11 février s'est tenu à Rennes un meeting de soutien aux grévistes de la Sonacotra organisé par le comité de soutien de Rennes et la FEANF.

La salle de la cité avait fait le plein d'un public à la fois attentif et enthousiaste. Après les interventions du comité de soutien de Rennes et de la FEANF, suivies d'un excellent montage diapos de la commission culturelle du comité de Coordination sur le déroulement de la lutte, les délégués du comité de Coordination ont pris la parole.

Ils ont particulièrement insisté sur le fait que c'est eux-mêmes, les résidents de la Sonacotra, qui ont jusqu'à maintenant dirigé et organisé leur lutte, qu'il en serait de même dans l'avenir

et que tous ceux qui voudraient se servir de leur lutte pour leurs intérêts de boutique se casseraient les dents.

Ils ont insisté aussi sur l'unité autour du comité de Coordination, devenue très solide aujourd'hui et qu'il faut à tout prix protéger et renforcer contre toutes les manœuvres de division.

Un camarade du comité de Coordination a ensuite très concrètement expliqué ce qu'était l'attitude manipulatrice et de briseur de grève du PCF.

A travers tous les exemples qu'il a donnés, on comprenait mieux comment des milliers d'ouvriers s'étaient ainsi ouvertement affrontés à la bourgeoisie révisionniste, contribuant ainsi à mieux la démasquer aux yeux de toute la classe ouvrière. C'est là un des principaux aspects exemplaires de la lutte des Sonacotra.

C'est aussi une raison qui permet de penser que le

PCF n'a pas fini de tenter toutes les manœuvres possibles pour détruire un mouvement aussi puissant et aussi clairement anticapitaliste et antirévionniste.

Enfin les délégués du comité de Coordination ont insisté sur le soutien. Certes, le mur du silence a été brisé, mais le soutien des plus larges masses, nécessaire à la victoire, n'a pas encore été acquis. Et c'est sur cette voie qu'il faut avancer, sur la base simple et claire de la plate-forme et sous la direction du comité de Coordination. Les délégués ont souligné combien était positive l'existence d'un soutien organisé à Rennes, dans une ville qui se situe à plusieurs centaines de kilomètres du foyer Sonacotra le plus proche. Car la lutte des immigrés de la Sonacotra dépasse largement le cadre des foyers, elle intéresse tous les travailleurs.

Et pour terminer, la salle a scandé avec détermination et confiance :

«So-So-So, Sonacotra cédera !»

Correspondant HR

Sécurité sociale

Augmentation du ticket modérateur pour les soins paramédicaux et les transports

Par décret paru au «Journal officiel», le ticket modérateur, c'est-à-dire ce que payent les assurés passe de 25 % à 35 % en ce qui concerne divers soins : kinésithérapie, massage, orthophonie (rééducation du langage) pédicures etc.

Un ticket modérateur de 30 % est institué pour les frais de transports sauf quand il s'agit du transport d'un établissement de soins à un autre rendu nécessaire par l'état de l'hospitalité. Alors qu'elle a fait beaucoup de battage autour du sondage SOFRES sur la Sécurité sociale d'après lequel les travailleurs seraient soi-disant «prêts à faire des sacrifices» la presse bourgeoise s'étend peu sur ces mesures qui représentent une atteinte aux droits et avantages acquis des travailleurs.

Une employée de la sécurité sociale nous a écrit pour nous raconter qu'à St Brieuc l'ordre de modifier les remboursements avait été donné le matin même où cette circulaire est parue au «Journal Officiel» alors que la Caisse nationale d'Assurance Maladie n'avait pas encore été mise au courant. La bourgeoisie fait ses coups en douce ! Cela montre combien elle a peur du mécontentement populaire qu'elle redoute.

Nous devons exiger fermement : «aucune diminution du taux de remboursement quels que soient les soins »!

QUAND VOUS AVEZ LU LE QUOTIDIEN FAITES-LE LIRE AUTOUR DE VOUS

La machine-à-décoller-les-affiches n'arrêtera pas la colère et les luttes populaires qui montent, et tous unis, les travailleurs sont plus forts que toutes les machines-à-décoller-les-affiches du monde.

Correspondante HR.

La campagne de soutien à l'Humanité Rouge

A propos du procès du fasciste Le Pen contre l'Humanité rouge

Un groupe de lecteurs nous écrit

A la suite de l'information que vous avez publiée dans «L'Humanité rouge» sur Le Pen et le procès qu'il veut nous intenter, nous avons pensé qu'il pourrait être intéressant d'utiliser ce fait pour redonner de l'ampleur au mouvement de soutien au journal, et à la souscription de masse.

Nous vous soumettons donc l'idée suivante :

— Une campagne de pétitions dont le contenu pourrait être le suivant : reprise de toutes les accusations contre ce fasciste et soutien à la liberté d'expression de «L'Humanité rouge».

— Une campagne dans le cadre de la souscription de masse, insistant sur le fait que la bourgeoisie utilise souvent les pressions financières pour empêcher l'expression des points de vue révolutionnaires, avec une référence à l'affaire en question, dans le style : «Je soutiens "L'Humanité rouge" dans sa lutte contre le fascisme, politiquement et financièrement.»

Le procès de Le Pen peut avoir un aspect négatif, celui de nous faire perdre un peu d'argent, mais l'aspect principal n'est-il pas un soutien plus large et accru que l'on peut avoir des travailleurs si l'on s'en donne les moyens ?

Un journal que la bourgeoisie tente d'écraser aura à coup sûr ce soutien !

Nos meilleures salutations.

Un groupe de lecteurs.

La suggestion de dénoncer dans le cadre de la campagne de souscription les pressions financières dont nous sommes l'objet et l'attaque de Le Pen nous paraît excellente.

Le passé a déjà montré que la bourgeoisie sait frapper à la caisse notre journal révolutionnaire.

Nous proposons donc à nos lecteurs de se servir pour la campagne de souscription du papillon que nous publierons à partir de demain : «L'Humanité rouge contre le fasciste Le Pen et la répression bourgeoise.»

LISTE DE SOUSCRIPTION

SOUSCRIPTION		RD	10,00 F
TOTAL AU 4 FEVRIER :	69 875,50 F		
Suppl à calendriers			100,00 F
CD Bob Kutchen			110,00 F
Suppl à réabt GTF			110,00 F
" " PCH			5,00 F
JM	200,00 F	DR	10,00 F
Suppl à réabt LG	10,00 F	AY	50,00 F
" " A	20,00 F	AR.R et J	300,00 F
GE	350,00 F	GD	540,00 F
Sousc. militante CR	265,00 F	CD Chou En Lai A	77,50 F
Pour un quotidien de combat		CD Christostome	131,00 F
Pour l'unité des ML	1 000,00 F	" E.Enhxa	140,00 F
LM	10,00 F	" CH. Michel	600,00 F
Suppl à réabt AK	110,00 F	" G.Mocquet	600,00 F
" " CMH	25,00 F	" P.Overney	326,00 F
Sympath CD A. Marty	55,00 F	" E.Pottier	90,00 F
Suppl à réabt MB	18,50 F	CD J.Staline	70,00 F
CD Casanova	35,00 F	CD NV Troï	10,00 F
A centre commercial	4,50 F	Suppl à réabt SB	30,00 F
PTT 2 Jdanov	550,00 F	BJF et MC	10,00 F
CD J. Lahaut		Suppl à réabt RM	55,00 F
" Commune de Paris	20,90 F	" " LS	210,00 F
Suppl à réabt MG	5,00 F	" " HI	110,00 F
" " RCL	110,00 F	" " DHD	260,00 F
" " SJP	5,00 F	Des cheminots ML	
RR	200,00 F	Des travailleurs de	
CD PVC	910,00 F	Hoover et Sécurité	
CD Garcia Sanz	100,00 F	social	70,00 F
TJC	500,00 F	Suppl à réabt GA	5,00 F
Suppl à réabt RCH	10,00 F	" à vente de cal	20,00 F
" " RJP	25,00 F		
" " MPH	5,00 F	TOTAL au	
" " LMA	55,00 F	14 février	79 054,20 F

TARIFS D'ABONNEMENTS

Pli ouvert	Pli fermé
1 mois (22 N°)	32 F 70 F
3 mois (66 N°)	95 F 210 F
6 mois (132 N°)	190 F 400 F
Soutien	300 F 500 F
CCP : L'HUMANITE ROUGE	
No 30 226-72 — La Source	





culturel

« Littérature et lutte de classe »

Se tourner vers le tiers monde

Tout le monde aura compris, en constatant la longue période qui sépare la première et la seconde page de « Littérature et lutte de classe » que nous sommes en présence d'un travail de très longue haleine (1). Ainsi le veut le rythme des contributions que nous recevons.

La page d'aujourd'hui est consacrée à quelques aspects de la littérature du tiers monde. Ce domaine est immense et il faudra encore de nombreuses rubriques rien que pour ébaucher le sujet. Mais cela vaut la peine de s'y lancer.

De même qu'au niveau politique et économique le tiers monde s'affirme comme la vague révolutionnaire déterminante capable de submerger les bastions impérialistes (en l'occurrence, les deux superpuissances), de la même manière, le tiers monde s'affirme comme un ferment révolutionnaire en matière de littérature et d'art. L'un et l'autre sont liés, rien d'étonnant à cela.

Quant à nous, il nous reste à partir à la découverte de ce trésor. Rien à attendre de la bourgeoisie qui en éditte si peu et qui, par les commentateurs et critiques à sa solde, tente de nous fausser le jugement. Comptons sur nous-même. Partons à la recherche de la littérature progressiste du tiers monde, apprenons-nous à distinguer ce qui relève d'une idéologie suiviste vis-à-vis de l'impérialisme de ce qui appartient à une conception progressiste et révolutionnaire du monde.

De petits éditeurs font du travail positif dans ce sens, quelques gros éditeurs ont, par accident, deux ou trois titres intéressants, des revues diverses publient de bons textes, mais il faut tomber dessus. Pour toute cette recherche, nous comptons sur les lecteurs du journal.

Pour toute correspondance, écrire sur feuille séparée, au journal avec la mention : « Littérature et lutte de classe ».

Le Maroc en lutte et ses poètes

L'avant-garde du peuple marocain subit actuellement l'attaque de choc des réactionnaires du pays. Elle réagit aussitôt en faisant le procès des réactionnaires eux-mêmes.

L'attitude héroïque des marxistes-léninistes marocains est à l'image du peuple marocain lui-même : aucune force d'oppression ne les a soumis et les réactionnaires de tout acabit, de l'extérieur comme de l'intérieur, n'ont pas encore fini de s'y casser les dents. Jalonnée de luttes et de grands sacrifices, l'histoire du peuple marocain représente un immense espoir pour nous tous.

La poésie marocaine représente de plus en plus ce souffle d'espérance. La nouvelle génération de poètes,

dans son ensemble, se tourne vers l'avenir : elle s'engage dans la réalité du monde, dominée par la lutte gigantesque entre les classes exploiteuses et l'immense majorité du peuple, et en se plaçant du côté des masses populaires.

LA MEMOIRE DU
FUTUR
Editions Maspéro
(38 F)

Un choix de textes de 23 poètes marocains présentés par Tahar Ben Jelloun. L'inspiration est variée, la position de classe est inégale mais cet éventail de production poétique permet justement d'apprécier le courant principal qui se dégage dans la poésie marocaine : « reprendre racine dans le corps et la voix du peuple pour que germe et bourgeoise la parole » (A. Laabi). A noter des prises de position intéressantes de certains auteurs sur leur conception du rôle du poète.

LE REGNE DE
BARBARIE
suivi de
POEMES ORAUX
In Editions Barbare (18 F)

Ce recueil rassemble les poèmes que A. Laabi a écrit de 1966 à 1971, au tout début de sa prise de conscience politique. A. Laabi est monté aux premiers rangs de la lutte de classes pour la libération de son

peuple, contre l'impérialisme et ses valets et aussi contre les révisionnistes marocains.

Ce recueil contient en outre un important discours du poète prononcé à Beyrouth en 1970 sur le rôle et la place du poète dans l'essor révolutionnaire du tiers monde. (« La poésie est aujourd'hui au cœur de la tragédie de l'homme et de son immense espoir... La révolution défend et sauvegarde la poésie »).

L'ARBRE DE FER
FLEURIT
Editions P. J. Oswald
(12 F)

Poèmes de A. Laabi écrits dans les prisons d'Hasan II où il croupit toujours mais d'où il fait jaillir l'espoir révolutionnaire de l'avenir. La préface de ce livre donne des indications intéressantes sur la vie et l'évolution politique d'A. Laabi.

GRAFFITI SUR LE
MUR DES SILENCES :
LE MAROC
In Editions Barbare (7 F)

Revue qui regroupe des textes poétiques, des extraits de livres et de journaux, des lettres et autres documents sur le Maroc. Tableau éloquent de l'impérialisme français, de la répression qui sévit au Maroc et de l'esprit de résistance du peuple.

Notes de lecture

UNE AUTRE VIE
DE LEILA ACHOUAL
Editions SNED (Algérie)
(11,30 F)

L'auteur est une Française, mariée à un Algérien. Elle raconte son existence depuis son mariage (1956) jusqu'à la fin de la guerre d'Algérie (1962). Cela se passe en trois parties : 1) à Caen, sa ville natale, 2) dans le village natal de son mari, en Kabylie, 3) à Alger, où ils allèrent ensuite habiter.

L'auteur est issue d'une famille de la moyenne bourgeoisie. Elle n'a pas spécialement d'opinion politique, mais elle ne partage pas les conceptions de sa famille, et elle n'est pas raciste.

Elle connaît la misère et l'humiliation qui sont le lot des travailleurs arabes en France. Elle découvre la vie des Algériens dans leur pays, à laquelle elle s'adapte très bien, et aussi la guerre. Cette guerre, elle n'en fait jamais une analyse, mais elle montre comment,

par sa propre expérience, elle est amenée à la comprendre, morceaux par morceaux.

Ce récit est très simple. C'est un témoignage intéressant, surtout pour des Français qui ne connaissent la guerre d'Algérie que « vue du côté » de notre bourgeoisie.

FLEURS DU MATIN
CUEILLIES LE SOIR
de Luxun (Lou Sin)
A. Eibel éditeur (25 F)

Série de nouvelles écrites en 1926, où Lou Sin se bat encore isolément contre l'intelligentsia des classes décadentes encore au pouvoir. Il utilise ses souvenirs pour dénoncer jusque dans ses racines la vieille Chine féodale toute fissurée. Avec talent, fermeté et parfois humour, Lou Sin s'affirme une fois de plus comme un maître dans la littérature au service du mouvement révolutionnaire.

Les Editions du Centenaire ont la parole

Comme indiqué dans la rubrique précédente, nous allons vous présenter, secteur par secteur, les librairies où nous sommes présents. Ce n'est pas de la publicité, il y a certainement dans chaque région d'autres librairies qui sont prêtes à commander nos livres mais qui ont toujours quelque chose à faire ou qui nous connaissent mal ou pas du tout. Et puis le libraire répond aussi à la demande et c'est à vous de jouer.

Nous commençons par Bordeaux : nous ne parlerons que des librairies que nous pouvons caractériser, d'autres librairies de la région nous commandent irrégulièrement des livres et nous ne saurions qu'en dire.

Librairie de l'Avenir : 52 Cours Pasteur.

C'est une librairie militante, c'est la première à avoir offert aux bordelsais les classiques du marxisme-léninisme et les œuvres de Mao Tsé-toung. C'est certainement la librairie dont l'assortiment est le plus complet sur ce sujet. On y trouve maintenant les titres des Editions de Tirana, Vent d'Est, les Editions du Centenaire, avec cependant quelques titres censurés.

Librairie Feret : 9, Rue de Grassi.

C'est une des plus importantes librairies de Bordeaux. A plusieurs reprises, des expositions ont été consacrées à la Chine faites en collaboration avec les Amitiés Franco-Chinoises. Au sous-sol, réservé aux collections de livres au format de poche, on trouve un assortiment des Editions de Pékin, Tirana, E-100. Le vendeur de ce rayon est sympathique et renseigne volontiers les clients. Les livres d'enfants et les planches d'acupuncture y sont particulièrement bien accueillis.

On y trouve aussi les périodiques chinois, Vent d'Est et Proletariat.

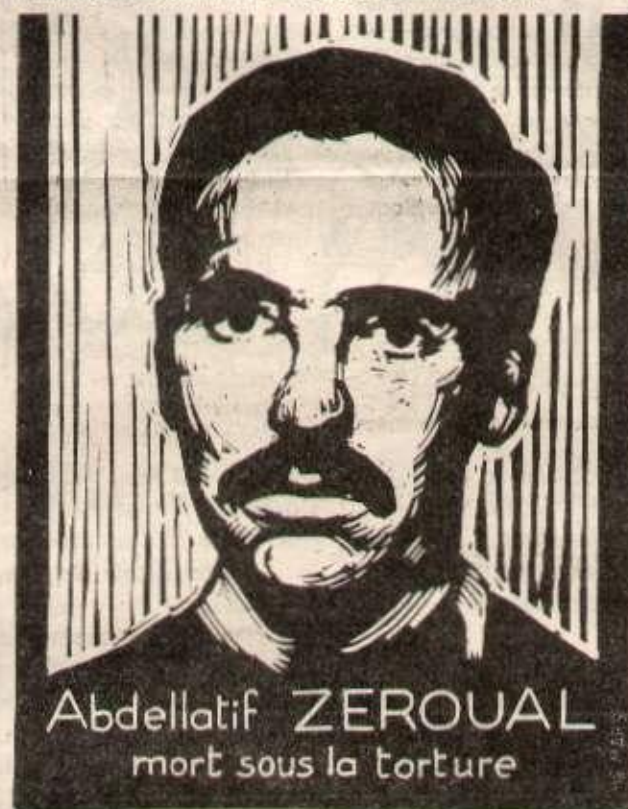
LIB 33 : 26, Rue Saint James.

Cette librairie est par contre de création récente et jeune par sa clientèle. On peut vraiment la féliciter de ses efforts pour mettre en valeur les Editions de Tirana et en particulier les romans (ce qui n'est pas si facile) et pour diffuser régulièrement les revues albanaises. On y trouve aussi les principaux titres de Pékin, d'E100, Vent d'Est et Proletariat. On peut regretter cependant que parfois le pire cotoie le meilleur, un exemple : « Révo.cul. dans la Chine pop. » à côté de « Connaissance de base du PCC » !

Librairie Mollat : 15, Rue Vital Carles.

C'est la première librairie-papeterie de la région. C'est une librairie universitaire et classique qui est en relation avec un grand nombre de collectivités : écoles, lycées etc. On y trouve les classiques du marxisme-léninisme, les livres d'enfants, les manuels de chinois, les derniers titres édités par E-100. On peut regretter que vu l'éventail des livres que nous proposons, le choix soit un peu rapide par rapport aux possibilités de la librairie.

UNE LINOGRAVURE REALISEE PAR L'ATELIER 18 MARS EN HOMMAGE AU CAMARADE ABDELLATIF ZEROUAL



Extrait du discours d'Abdellatif Laabi à Beyrouth en 1970

Une poésie qui n'épouse pas la cause révolutionnaire des peuples combattants est fondamentalement une opération de suicide. Non seulement elle creuse sa propre tombe, mais elle contribue, objectivement, aux côtés des forces impérialistes de destruction, à la répression, puis à l'exécution de la parole, du souffle humain.

La poésie qui n'est pas partie prenante de cette cause, qui ne se porte pas sur les premières lignes du front de bataille, est une opération de sape de la longue marche de l'homme vers un accomplissement total.

Je pense qu'aujourd'hui, la poésie arabe a toutes les chances d'être au niveau de ces exigences. Elle regorge depuis des années d'appels à une plus grande vie. Elle a déjà produit des œuvres où nous nous reconnaissons et où nous reconnaissons le mouvement spécifique et la direction qui animent l'histoire de notre nation.

Il nous reste peut-être, en tant que poètes arabes, à compter davantage sur nos propres forces, à perdre l'habitude de nous tourner vers l'Occident pour chercher dans son regard un quelconque jugement ou une quelconque approbation. Il nous reste peut-être à joindre la parole à l'acte avec moins de tapage et plus d'humilité.

L'Humanité Rouge

La crise viticole en Languedoc-Roussillon

Le combat des travailleurs de la vigne 11

Les partis bourgeois regroupés sous le sigle de l'Union de la gauche prétendent qu'il y a une solution politique à la crise dans notre pays tout en conservant intactes les bases économiques, sociales, culturelles et politiques du régime capitaliste. Ils lancent de grands appels pour canaliser l'aspiration au changement des ouvriers, petits paysans et autres travailleurs vers les urnes bourgeoises pour favoriser la mise en place d'un gouvernement dit «de gauche».

LE REMPLACEMENT D'UN GOUVERNEMENT BOURGEOIS DE DROITE PAR UN GOUVERNEMENT BOURGEOIS DE GAUCHE NE CONDUIT PAS AU SOCIALISME

Par rapport à ces projets de la «gauche», il y a deux attitudes. Il y a celle qui consiste à dire que, bien sûr, un tel gouvernement n'apportera pas de changements fondamentaux, mais qu'il «offrira des perspectives» ou «débloquera la situation».

Il y a une attitude, celle que les communistes marxistes-léninistes ont toujours défendu, qui, sur la base de faits précis, combat la politique de l'Union de la gauche, comme une solution de rechange pour la classe bourgeoise dans une période où la crise économique met en difficulté le capitalisme, et où la «majorité» au pouvoir depuis près de vingt ans est largement discréditée dans le peuple.

La première attitude qui se présente comme «critique» vis à vis de l'Union de la gauche, aboutit inévitablement à appeler à soutenir l'Union de la gauche. Bien sûr, il sera affirmé que les luttes devront se poursuivre, voire même qu'elles constitueront la force de pression sur un gouvernement dit «de gauche» pour qu'il applique des mesures favorables aux travailleurs des villes et des campagnes.

Pour ce qui concerne la viticulture méridionale, nous avons montré plus haut quelle classe et quels intérêts défendaient les partis de Marchais et de Mitterrand. Par quel miracle, des partis ayant une politique réactionnaire aujourd'hui feraient au gouvernement une politique «progressiste»? Une telle attitude ne peut que semer des illusions et la confusion d'une part, et détourner les travailleurs de la vigne de leur combat anticapitaliste d'autre part.

Les communistes marxistes-léninistes combattent les slogans démagogiques de l'Union de la gauche qui aboutiraient à mener les travailleurs de notre pays dans une impasse, au seul profit de l'État capitaliste et de l'ensemble de la bourgeoisie en place.

LA TERRE A CEUX QUI LA TRAVAILLENT

Quelles sont alors nos propo-

sitions? Ici, nous n'allons pas aborder l'ensemble de ces questions, mais seulement quelques-unes concernant l'agriculture et la paysannerie.

En voici les grandes lignes : La terre est le principal moyen de production de la paysannerie. Le capitalisme prétend que la propriété privée permet à tous de disposer librement de la terre pour y travailler. La vie a montré combien cela pouvait être faux. La loi du développement capitaliste à la campagne aboutit à l'enrichissement d'une poignée et à la paupérisation de la plus grande masse. Ceux qui s'enrichissent accaparent petit à petit la majorité des terres, tandis que ceux qui s'appauvrissent en ont de moins en moins. Ces faits



sont indiscutables : c'est le capitalisme qui exproprie de la terre les travailleurs de la terre. Tout le temps que le régime capitaliste subsistera, ce processus ne pourra être stoppé.

Un régime authentiquement socialiste, fondé sur l'alliance économique, politique et militaire des ouvriers et des travailleurs-paysans, sera seul capable de prendre des mesures réglant la question de la terre et des autres moyens de production agricole. Ces mesures consisteront en :

— L'expropriation des *grands* propriétaires fonciers, englobant tant les terres arables que les terres en friche. Cette expropriation sera procédée sans indemnisation, car c'est une simple restitution des biens spoliés aux travailleurs de la terre, ouvriers, petits fermiers ou métayers.

— Ces terres expropriées, les autres moyens de production et biens qui en dépendent seront remis aux travailleurs de la terre suivant le principe «la terre à ceux qui la travaillent».

— Les petits et moyens propriétaires travaillant sur leur exploitation verront leurs biens assurés et protégés.

— Le marché de la terre sera réglementé et soumis au contrôle des assemblées populaires villageoises.

Ces mesures seront la base de la réforme agraire dans une France socialiste. Elles seront étroitement liées aux autres mesures révolutionnaires concernant notamment l'expropriation du grand capital, financier, industriel et commercial, sans indemnité, qu'il soit français ou étranger. Ces mesures permettront de garantir à la paysannerie des produits industriels à bas prix et l'écoulement de leur production à des prix assurant un revenu décent.

Ces mesures amélioreront immédiatement la situation des travailleurs des champs, mettront un frein net à l'exode rural et permettront le repeuplement des campagnes. Mais à elles seules, elles ne permettront pas d'éviter le retour de l'ordre ancien capitaliste. C'est

pas encore en état de prendre cette décision, nous nous efforcerons de lui donner le plus de temps possible pour qu'il y réfléchisse sur son lopin de terre. Nous agissons ainsi non seulement parce que nous considérons comme possible le passage à nos côtés du petit paysan travaillant pour son compte, mais aussi parce que c'est l'intérêt direct du Parti. Plus nombreux seront les paysans que nous ne laisserons pas descendre jusqu'au niveau des prolétaires et que nous gagnerons à nous pendant qu'ils sont encore des paysans et plus la transformation sociale sera rapide et facile.»

FORGER L'UNITÉ DES OUVRIERS ET DES PAYSANS

Le socialisme sera l'œuvre des ouvriers et des paysans. Cette bataille exige de saisir toutes les occasions pour construire et renforcer l'unité ouvrière et paysanne à la base. Il y a des gens qui parlent également de l'unité de ces classes dans le Languedoc-Roussillon. Ils en ont beaucoup parlé lors du 5 février 1976. Mais cette unité était une unité d'état-major recouvrant des intérêts de classe dont nous avons déjà parlé.

La véritable unité est à la base, au cours de la lutte contre l'ennemi commun, où est saisie chaque occasion pour nouer des liens par une aide mutuelle et un échange d'expériences dans le combat. C'est cette véritable unité de classe qui permettra d'accumuler suffisamment de forces pour mettre fin définitivement au régime capitaliste et bâtir un monde nouveau, socialiste, quelles que soient les conditions pour y parvenir.

Si nous disons «quelles que soient les conditions pour y parvenir», c'est que nous pensons qu'il est possible qu'avant le déclenchement d'un processus révolutionnaire en France, notre pays et l'Europe soient le terrain d'une guerre entre les deux superpuissances, URSS et USA.

Il est maintenant largement connu que le social-impérialisme russe dispose d'une armada guerrière considérable, qui aurait fait rêver Hitler, et que ces forces militaires sont concentrées aux frontières de l'Europe de l'Ouest. Sous couvert de la «détente», la superpuissance qui porte l'enseigne du «socialisme», prépare la guerre d'agression. C'est d'elle que provient le danger principal, en Europe. Une telle guerre est désormais devenue inévitable, et il faut s'y préparer.

Cela signifie se préparer à repousser tout agresseur, et utiliser ces conditions nouvelles pour instaurer le socialisme, garanti par la dictature du prolétariat et basé sur l'alliance des ouvriers et des travailleurs paysans.

FIN